

**Pôle Élevages Est**

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 05/06/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 28/05/2025

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAS « LE PARC DES FÉLINS »**

Parc zoologique Lumigny Safari Réserve  
Domaine de la Fortelle  
77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Références : E-PEE/MAz/251321

Code AIOT : 0057700122

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mai 2025 dans le parc zoologique Lumigny Safari Réserve à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540). Cet établissement zoologique est exploité par la SAS « Le Parc des Félines ». L'inspection a été annoncée le 15 mai 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 28 mai 2025 avait pour objet de procéder au récolement des premiers aménagements prévus dans le cadre d'un porter à connaissance de modification, déposé le 29 novembre 2024, avant leur ouverture au public.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS « Le Parc des Félines »
- Lumigny Safari Réserve, Domaine de la Fortelle 77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
- Code AIOT : 0057700122
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 2140 « Zoos et Aquariums »)
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

Le parc zoologique Lumigny Safari Réserve, divisé en deux secteurs, « Parc des Félines » et « Terre de Singes », s'étend sur 90 hectares, entre Rozay-en-Brie et Coulommiers. Il présente une large diversité d'animaux de la faune sauvage. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2022. L'établissement a intégré en septembre 2024 un pôle hôtelier de 50 chambres, adossé à une plaine animalière, abritant des lions. Il poursuit ses réaménagements avec la création, notamment, d'un nouvel espace de présentation au public, appelé « Grand Nord ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Sécurité des clôtures	Lettre du 03/03/2025	Demande d'action corrective	1 mois
4	Sécurité des bâtiments d'hébergement des animaux	Lettre du 03/03/2025	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécurité des portes d'accès aux enclos	Lettre du 03/03/2025	Sans objet
3	Mise à jour des documents internes	Lettre du 03/03/2025	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 28 mai 2025 a mis en lumière la nécessité de réaliser des corrections, en nombre relativement limité, que l'exploitant doit mettre en œuvre rapidement, afin d'accueillir ses visiteurs en totale sécurité. Il en a pris l'engagement dans un courrier du 3 juin 2025.



## 2-4) Fiches de constats

### POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Sécurité des clôtures

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 03/03/2025
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Décision validant le dossier modificatif du 29/11/2024
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conception des installations de contention des animaux et des clôtures répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 et aux spécifications techniques figurant dans le dossier de porter à connaissance de modification du 29 novembre 2024, dans sa version consolidée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite objet du présent rapport a ciblé les deux espaces rénovés, l'enclos des loups à crinière et le nouveau secteur « Grand Nord », qui comportera deux grands enclos, celui des ours blancs et un enclos en cohabitation « loups - ours ».</p> <p>Il convient de noter qu'en réponse aux remarques de l'administration, l'exploitant a isolé la partie de l'enclos des ours blancs constituée par des vitres. Une clôture d'isolement a été mise en place sous la passerelle visiteurs. Il a également déplacé la clôture intérieure du bas du secteur « Parc des Félines » au pied du talus, pour en faciliter le suivi.</p> <p>S'agissant de cet enclos, aucune anomalie n'a été constatée au niveau des structures observées. Cela a permis l'arrivée de deux spécimens. A noter que le filet de protection au niveau des bordures de la passerelle n'était encore totalement fixé mais devra l'être avant l'ouverture au public.</p> <p>S'agissant de l'enclos en cohabitation « loups - ours », son aménagement n'est pas encore achevé, que ce soit au niveau des espaces intérieurs ou du bâtiment animalier. Aucun animal n'y est accueilli. Cet enclos devra donc faire l'objet d'une autre visite à son achèvement.</p> <p>S'agissant de l'enclos des loups à crinière, les clôtures sont opérationnelles et ne présentent pas d'anomalie. Un spécimen est déjà accueilli.</p> <p>Au surplus, des poteaux de clôture, présents sur d'autres enclos et sur la bordure extérieure du parc, ont été aperçus altérés. L'exploitant devra vérifier la solidité de ces poteaux, les renforcer ou les remplacer si nécessaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra finir de fixer les filets de sécurité des espaces visiteurs avant leur ouverture au public. Il devra également vérifier la solidité des poteaux altérés, observés sur d'autres secteurs du parc, les renforcer ou les remplacer si nécessaire.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Dans un courrier du 3 juin 2025, l'exploitant indique qu'avant ouverture de la zone « Grand Nord » au public, le câble bas permettant de tendre le filet de sécurité sera fixé tous les 1,5m sur la main courante du garde-corps afin d'éviter tout risque potentiel.</p> <p>S'agissant des poteaux altérés, il s'engage à ce que les défauts soient corrigés après un contrôle exhaustif de l'ensemble de la clôture périphérique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Sécurité des portes d'accès aux enclos**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 03/03/2025
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Décision validant le dossier modificatif du 29/11/2024
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception des portes d'accès aux enclos des animaux répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 et aux spécifications techniques figurant dans le dossier de porter à connaissance de modification du 29 novembre 2024, dans sa version consolidée.
<b>Constats :</b> Les accès aux deux nouveaux enclos en service, dédiés aux loups à crinière et aux ours blancs, sont conformes. L'enclos de cohabitation "loups - ours" n'étant pas achevé, ses accès n'ont pas été vérifiés et le seront ultérieurement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Mise à jour des documents internes**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 03/03/2025
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Décision validant le dossier modificatif du 29/11/2024
<b>Prescription contrôlée :</b> Les documents internes à l'établissement, règlement de visite, de service et plan de gestion des incidents, ont été mis à jour pour tenir compte de l'ouverture de l'espace réaménagé, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 et au courrier préfectoral du 3 mars 2025, relatif à l'instruction du dossier de porter à connaissance de modification du 29 novembre 2024, dans sa version consolidée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à jour ses procédures et les a remis lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Sécurité des bâtiments d'hébergement des animaux

**Référence réglementaire :** Lettre du 03/03/2025

**Thème(s) :** Élevage, Décision validant le dossier modificatif du 29/11/2024

**Prescription contrôlée :**

La conception des installations d'hébergement des animaux, notamment leurs accès, les trappes et portes de circulation intérieure, répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 et aux spécifications techniques figurant dans le dossier de porter à connaissance de modification du 29 novembre 2024, dans sa version consolidée.

**Constats :**

S'agissant du bâtiment d'hébergement des loups à crinière, la visibilité sur le couloir intérieur, avant l'ouverture du sas d'entrée, paraît complexe et préserve des angles morts. A l'intérieur des stalles ouvertes aux animaux, des loges sombres ont été aménagées pour le confort des animaux. La possibilité d'assurer une vision de sécurité avant d'entrer dans les stalles doit faire l'objet à minima d'une procédure spécifique, compte-tenu de la configuration de ces abris. De même, une mise en cohérence de l'affichage à l'entrée du local avec l'espèce désormais détenue est à réaliser.

S'agissant du bâtiment d'hébergement des ours blancs, la signalétique de sécurité pour la manœuvre des trappes des animaux n'est pas en place. Par ailleurs, deux trappes, donnant directement sur l'enclos, ne sont pas manœuvrables, ni facilement visibles depuis l'intérieur du bâtiment et aucun moyen d'information, ni double asservissement, ne permet de connaître leur position (ouverte ou fermée) ou de prévenir une double ouverture dangereuse. Compte-tenu de l'antériorité de l'établissement, ce point doit être rapidement corrigé, considérant la présence de deux spécimens dans cet espace.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit garantir que les procédures et les moyens qu'il a mis en place pour le bâtiment d'hébergement des loups à crinière, permettent d'assurer une vision de sécurité, à l'entrée dans le couloir principal du bâtiment et avant d'entrer dans les stalles, eu égard à la présence des abris sombres. La mise en cohérence de l'affichage à l'entrée de ce local avec l'espèce désormais détenue est également à réaliser.

S'agissant du bâtiment d'hébergement des ours blancs, l'exploitant doit corriger rapidement l'absence de la signalétique de sécurité pour la manœuvre des trappes des animaux et la problématique des deux trappes, donnant directement sur l'enclos, et qui ne sont pas manœuvrables, ni facilement visibles depuis l'intérieur du bâtiment et aucun moyen d'information, ni double asservissement, ne permet de connaître leur position (ouverte ou fermée) ou de prévenir une double ouverture dangereuse.

**Observations :**

S'agissant du bâtiment des loups à crinière, l'exploitant indique, dans un courrier du 3 juin 2025, que même si ses procédures mentionnent déjà la nécessité de vérifier chaque élément se trouvant dans le bâtiment (page 6 : « Compter à nouveau l'ensemble des animaux dans les loges (vérification des bidons et abris avec toit le cas échéant) et/ou dans l'enclos. », une mention précise maintenant la nécessité d'allumer tout dispositif lumineux à disposition (ex : néon, lampe chauffante, lampe frontale voire lumière du téléphone portable personnel en dernier recours).

S'agissant du bâtiment des ours blancs, l'exploitant indique, dans un courrier du 3 juin 2025, que, en application immédiate, les deux trappes manipulables depuis l'extérieur du bâtiment et permettant l'accès aux animaux, depuis l'enclos, aux loges 2 et 5, sont verrouillées à l'aide du cadenas dit « bleu » dont seuls quelques membres du personnel, hautement qualifiés, possèdent la clé. Un plan mentionnant le numéro de chaque trappe et loge sera affiché dans le bâtiment. Dans un délai d'un mois, des carrés de code couleur rouge / vert seront installés et permettront d'aisément vérifier si les trappes des loges sont en position de sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois